

Le mouvement « Ni Una Menos » (pas une de moins) en Argentine

mercredi 4 avril 2018, par Isabelle Bourboulon

Le mouvement « Ni Una Menos » est né en 2015 tel un cri de colère collectif contre la violence machiste, porté par l'urgence dans un pays où le machisme tue tous les jours. En 2016, une femme était assassinée toutes les 30 heures, selon l'Observatoire des féminicides dirigé par l'association « La Casa del encuentro » (la Maison de la rencontre). Rien que pour les 43 premiers jours de 2017, l'Institut des politiques de genre Wanda Taddei dénombre 57 féminicides, soit une femme tuée toutes les 18 heures.

Le renouveau féministe en Argentine a été, en grande partie, impulsé par le combat contre ces crimes de genre. En 2015, après la découverte du corps dénudé de Daiana García dans un sac poubelle, un collectif d'écrivaines, artistes, journalistes et activistes baptisé « Ni Una Menos », en référence à un poème de la Mexicaine Susana Chavez, organise un marathon de lecture à Buenos Aires pour dénoncer les féminicides. À peine deux mois plus tard, le meurtre de Chiara Páez suscite de nouveau l'indignation. La jeune fille de 14 ans, enceinte, a été assassinée par son petit ami. Le 3 juin, près de 300 000 Argentins descendent dans la rue pour protester contre les crimes machistes qui gangrènent le pays.

L'assassinat de femme touche toutes les classes sociales. Mais ici, le mot « féminicide » est aussi une catégorie politique : il caractérise la manière dont une société accepte comme naturelle une violence qui ne l'est pas, une culture qui fait des femmes des objets de consommation. Même si la majorité des femmes assassinées le sont par des hommes de leur entourage, les féminicides sont le produit d'une violence sociale et culturelle que les discours publics et médiatiques légitiment. La télévision argentine, en particulier, a une façon scandaleuse de traiter les crimes sexistes en entrant dans l'intimité des victimes et en insistant sur le *modus operandi* du tueur, pour en donner un spectacle qui fait appel au voyeurisme le plus malsain. « *Chaque fois que quelqu'un vous insulte parce que vous exercez votre sexualité librement, chaque fois que quelqu'un vous jauge à partir des mesures de votre corps, chaque fois qu'on vous regarde avec suspicion quand vous ne voulez pas avoir d'enfant, vous êtes victime de violence sexiste [1]* ».

Dès le début, la question de l'avortement s'est invitée dans les débats. Toujours illégal, celui-ci n'est autorisé qu'en cas de viol ou de danger pour la santé de la mère. La campagne pour un avortement légal sûr et gratuit, menée par plusieurs organisations féministes, a également pris un nouvel élan lors de la Rencontre nationale des femmes de 2016, où plus de 70 000 personnes ont défilé en arborant le foulard vert orné de l'inscription « Aborto legal » (avortement légal). Depuis

l'émergence de Ni Una Menos, le nombre de participants à ces rencontres nationales de femmes a pratiquement doublé. Créées en 1986, ces grandes réunions annuelles constituent un précieux héritage pour les nouvelles générations de féministes. Malgré quelques avancées, comme la récente création d'un registre officiel des féminicides, le chemin est encore long pour éradiquer les violences faites aux femmes. D'autant plus que le nombre de féminicides continue d'augmenter. Un violent retour de bâton machiste, comme l'analyse Luciana Peker [2] : « *Le néo-machisme n'est pas seulement un machisme classique et historique. C'est une réaction frontale à la progression des droits des femmes. Ce n'est pas la même chose. C'est pire.* »

Le féminisme latino-américain dans l'histoire

Le féminisme du continent a des antécédents anciens [3], comme en témoignent les anarcho-féministes de la fin du XIX^e siècle en Argentine ou les suffragistes mexicaines, qui tiennent un premier congrès féministe dans le Yucatán dès 1916. La « deuxième vague » commence à la fin des années 1960, dans les capitales des plus grands pays (Mexique, Argentine, Brésil), autour de groupes de prise de conscience, principalement portés par des jeunes femmes de classe moyenne ayant fait des études.

Pendant la décennie 1970, la montée, d'un côté, des projets révolutionnaires (influencés par la théologie de la libération et le marxisme-léninisme maoïste) et l'avènement de dictatures militaires, de l'autre, poussent toute une génération dans la lutte. Les femmes sont très présentes dans les partis, les syndicats et les guérillas, tout comme dans la résistance civile à la dictature : les « mères » du comité *Eureka* après la répression d'octobre 1968 au Mexique, celles de la place de mai en Argentine ou encore les *Comadres* au Salvador à partir de 1979, sont les premières et longtemps les seules à oser s'opposer ouvertement aux régimes militaires.

Les années 1980 sont la « décennie perdue » de la crise économique, la période des dictatures dans le Cône sud et celle des guérillas en Amérique centrale. Le féminisme prend alors son essor et se développe de manière spectaculaire, notamment autour de trois stratégies : l'autonomisation par rapport aux partis de gauche, qui provoque de nombreux débats entre les « féministes » et les « politiques », la mise en place des rencontres féministes continentales et l'invention du « féminisme des secteurs populaires ». En effet, l'attrait pour la stratégie politique définit presque une seconde nature chez les militantes latino-américaines et caribéennes, dont beaucoup ont été formées par la gauche et/ou par l'Église.

Aujourd'hui, l'unité relative que le mouvement a su maintenir malgré des différences politiques profondes est une des réussites du féminisme latino-américain, qui continue à organiser ses rencontres continentales et à débattre. La volonté de construction permanente du mouvement, d'élaboration de connaissances et de diffusion des réflexions par le biais de l'éducation populaire est un autre élément qui rend ce mouvement, relativement à son homologue européen, plus massif et plus dynamique. Les financements internationaux pour les femmes, notamment dans le cadre du développement et de la coopération, même s'ils ne représentent qu'une infime partie de la circulation internationale de fonds, ont aussi permis de mettre en place des structures et des actions dont beaucoup d'Européennes ne sauraient rêver. Mais l'institutionnalisation du mouvement en est le prix, avec à la clé une « trivialisation » du féminisme dans son sens le plus dépolitisé, qui signifie uniquement travailler avec ou pour des femmes et « en tant que femmes », dans une perspective souvent naturaliste. D'ailleurs, à la croisée du féminisme des secteurs populaires, des pratiques de développement et du clientélisme gouvernemental, beaucoup de projets ciblent les femmes en tant que mères ou autour des rôles féminins les plus traditionnels (pour l'alimentation des enfants, pour la communauté ou le quartier, dans des ateliers de couture, etc.). Les féministes autonomes, pour leur part, sont plutôt influencées par le féminisme « de la différence » ou, pour les plus jeunes, par les théories *queer* les plus diffusées.

Cependant, le pragmatisme et la volonté de construction locale, nationale et continentale qui caractérisent une bonne partie du féminisme latino-américain lui ont donné une visibilité, une durée et une importance en nombre probablement plus grandes qu'en Europe, liées aussi à son caractère multi-ethnique. De plus, le féminisme du continent a produit des analyses novatrices pour l'ensemble du féminisme et des mouvements sociaux à l'échelle internationale, dans un cadre plus collectif et plus militant qu'en Europe. On pense, en particulier, à la critique radicale, en théorie et en actes, des institutions internationales,

de l'impérialisme et du néocolonialisme, du néolibéralisme et du modèle patriarcal-occidental-raciste – une critique menée aussi bien par des féministes autonomes que par des militantes des mouvements paysans (Indiennes zapatistes, *Cocaleras*, paysannes du Mouvement des sans-terre au Brésil), des militantes contre la globalisation et des féministes afro et indiennes.

Les revendications du mouvement « Ni Una Menos »

Le pouvoir judiciaire argentin est en général inefficace lorsqu'il s'agit de répondre aux victimes. Dans de nombreuses juridictions, ce sont elles qui, lorsqu'elles sont blessées ou menacées, doivent ratifier la plainte qu'elles ont déposée dans les postes de police : elles ont la charge de la preuve et doivent présenter des témoins. Si elles ne le font pas, les plaintes sont enterrées. Il s'agit d'une autre forme de violence à leur rencontre, une violence institutionnelle cette fois-ci, qui favorise l'impunité des agresseurs.

Le mouvement « Ni Una Menos » demande : que la loi n° 26 485 dite « *loi de protection en vue de prévenir, punir et éradiquer les violences contre les femmes* » soit mise en œuvre dans son intégralité et accompagnée du budget nécessaire ; que soient compilées et publiées les statistiques des cas de violence contre les femmes, y compris celles des féminicides ; que soient ouverts des offices judiciaires aptes à traiter les cas de violence domestique dans toutes les provinces ; que des garanties soient apportées à la protection des victimes de violences et que leurs auteurs soient l'objet de suivi pour s'assurer qu'ils ne violent pas les restrictions de déplacement qui leur sont imposées ; que des garanties soient apportées pour favoriser l'accès des victimes à la justice, en renforçant la capacité du personnel à recevoir des plaintes et en accordant une protection juridique gratuite pendant tout le processus judiciaire ; que des garanties soient apportées pour faire respecter les droits des enfants ; que soient créées des maisons-refuges pour les victimes ; que soit renforcée la formation des personnels éducatifs en matière d'éducation et de genre ; qu'une formation obligatoire en matière de violence sexiste soit dispensée aux agents de sécurité et aux acteurs judiciaires, ainsi qu'à tous les professionnels qui travaillent sur les violences ; toutes ces mesures nécessitant la création d'instances de suivi pour leur mise en œuvre et un fonctionnement efficace.

« *Nous ne voulons plus que des femmes soient tuées. Nous voulons chacune des femmes vivante.* » - #NiUnaMenos.

Notes

[1] Voir le site « [Ni Una Menos](#) ».

[2] [Journaliste argentine](#) spécialisée sur les questions de genre.

[3] Voir Jules Falquet, « [Le mouvement féministe en Amérique latine et aux Caraïbes, défis et espoirs face à la mondialisation néolibérale](#) », *Actuel Marx*, n° 42, 2^e semestre 2007, p. 36-47.